

PLANÈTE • CORONAVIRUS ET PANDÉMIE DE COVID-19

Covid-19 : l'Allemagne va instaurer un couvre-feu national pour freiner la propagation du virus

La mesure, qui figure dans la loi sur la protection contre les maladies infectieuses adoptée, mercredi, par le Bundestag, suscite de nombreuses réserves dans un pays viscéralement attaché au fédéralisme.

Par Thomas Wieder (Berlin, correspondant)

Publié hier à 19h52, mis à jour à 05h12 - Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés



Manifestation contre les mesures du gouvernement pour lutter contre l'épidémie de Covid-19, notamment le couvre-feu, à Berlin, le 21 avril. TOBIAS SCHWARZ / AFP

C'est une première dans la politique de lutte contre le Covid-19 en Allemagne : un an après le début de la pandémie de Covid-19, un couvre-feu va y être instauré à l'échelle nationale. Très controversée, la mesure figure dans la nouvelle mouture de la loi sur la protection contre les maladies infectieuses que le Bundestag a adoptée, mercredi 21 avril, après un vif débat parlementaire.

A l'origine, le gouvernement allemand avait souhaité que ce couvre-feu commence à 21 heures. Mais, face aux réserves suscitées par le projet y compris au sein de sa majorité, tant parmi les conservateurs (CDU-CSU) que chez les sociaux-démocrates (SPD), le projet de loi a été amendé. Non seulement le couvre-feu ne débutera qu'à 22 heures, mais il restera possible de sortir pour se promener et faire du sport – seul – jusqu'à minuit.

La mesure s'appliquera dans tous les arrondissements (*Landkreise*) où le taux d'incidence dépasse, pendant trois jours d'affilée, 100 nouveaux cas pour 100 000 habitants. C'est aujourd'hui le cas d'une très grande majorité d'entre eux, alors que le taux d'incidence moyen est environ de 160 à l'échelle de l'Allemagne et que la troisième vague de l'épidémie de Covid-19 continue d'enfler outre-Rhin.

La loi adoptée constitue un tournant

D'autres dispositions figurent dans la loi votée mercredi par le Bundestag. Concernant les écoles, les cours devront basculer en distanciel là où le taux d'incidence dépasse 165 (et non pas 200, comme c'était initialement prévu). S'agissant des commerces non essentiels, le principe du « click and collect » s'imposera à partir d'un taux d'incidence supérieur à 150. Enfin, dans le cadre privé, il ne sera possible d'inviter chez soi qu'une personne extérieure au foyer.

La vie quotidienne des Allemands ne va pas pour autant se trouver bouleversée par cette nouvelle loi. Dans la plupart des Länder, de nombreuses restrictions sont en effet déjà appliquées. Ces derniers jours, certaines régions ont d'ailleurs commencé à instaurer des couvre-feux nocturnes dans un pays où la barre des 80 000 morts du Covid-19 a récemment été franchie et où le taux d'occupation des services de réanimation est proche du maximum atteint lors de la deuxième vague épidémique, fin 2020.

Si la loi adoptée le 21 avril constitue un tournant, c'est en réalité principalement en raison de ce qu'elle implique en termes de gouvernance, avec le déclenchement systématique d'un certain nombre de restrictions à l'échelle nationale, là où les Länder avaient jusqu'à présent la main sur la mise en œuvre concrète de mesures, certes élaborées en concertation avec le gouvernement fédéral, mais sur l'application desquelles celui-ci n'avait guère de moyen d'intervenir face aux régions qui souhaitaient les contourner.

Des manifestations contre les mesures anti-Covid

C'est après que plusieurs chefs de Länder, en mars, eurent décidé de ne pas appliquer à la lettre la feuille de route sur laquelle ils s'étaient pourtant mis d'accord avec Angela Merkel, que la chancelière a décidé de modifier la loi de protection contre les maladies infectieuses afin de fixer des règles plus claires valables pour l'ensemble du territoire.

Lire aussi | [Covid-19 : en Allemagne, de nouvelles mesures limitées malgré une « situation très, très grave »](#)

Dans un pays viscéralement attaché au fédéralisme et dont la culture politique – héritage de l'histoire – accorde une place centrale au respect des libertés fondamentales, il n'était pas étonnant que le projet de loi du gouvernement suscite de vives résistances. Celles-ci se sont illustrées dans la rue, mercredi, avec de nouveaux rassemblements d'opposants aux mesures anti-Covid. Environ 8 000 personnes ont ainsi manifesté à Berlin, dont 150 ont été interpellées par la police pour non-respect des règles sanitaires. Ils étaient à peu près aussi nombreux, à l'automne, lors d'une précédente modification de la loi de protection contre les maladies infectieuses.

Au Bundestag, où le projet de loi a été approuvé par la CDU-CSU et le SPD, le parti d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD), les libéraux-démocrates (FDP) et le parti de gauche Die Linke ont en revanche voté contre, tandis que les écologistes se sont abstenus, estimant que la loi ne va pas assez loin, notamment en matière de généralisation du télétravail.

Lire aussi | [En Allemagne, des opposants aux restrictions anti-Covid souvent liés à l'ultradroite radicale](#)

Le texte, qui doit être débattu jeudi au Bundesrat (la chambre des régions), devra être ensuite promulgué par le président de la République, Frank-Walter Steinmeier, avant d'entrer en vigueur. Reste à savoir si ce sera véritablement le cas. Confortés dans leur opposition par plusieurs juristes qui ont dénoncé publiquement l'atteinte aux droits fondamentaux que représente à leurs yeux la généralisation d'un couvre-feu à l'échelle nationale, le FDP, mais aussi le parti conservateur des Freie Wähler (Electeurs libres), qui participe à la coalition au pouvoir dans le Land de Bavière, ont déjà annoncé qu'ils saisiraient la Cour constitutionnelle de Karlsruhe.

Lire aussi : [Vif débat sur le couvre-feu en Allemagne](#)